



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 262 - 4 août 2014

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Esclavage domestique au Liban : « certaines filles dorment dans le couloir » - Audrey Destouches - liberation.fr - Page 1
- 2 - Israël, Palestine, Pour la Paix avant tout ! - MMF France - Page 2
- 3 - Nos voix de Femmes pour la Paix - Femmes Solidaires - Page 3
- 4 - IVG. Des sénateurs protestent contre la clause de détresse : consternant et dangereux - Osez le Féminisme - Page 4
- 5 - Loi sur l'égalité femmes- hommes : le Conseil Constitutionnel a tranché - Libres MarianneS, DIF, CLEF France - Page 5
- 5 - Université ATAC - Débats Femmes - Paris - 19 au 23 août - Page 5
- 7 - Colloque de la Cadac : « Luttes et réflexions féministes pour faire avancer la société » - Paris - 27 septembre - Page 6
- 8 - Livres : Femmes, travail, métiers de l'enseignement, rapport de genre, rapport de classe » - Travail collectif - Page 6

INTERNATIONAL

- 1 - Esclavage domestique au Liban : « certaines filles dorment dans le couloir » - Audrey Destouches - liberation.fr

Aimée Razanajay, employée de maison à Beyrouth, dénonce les conditions de travail des Malgaches recrutées par des familles libanaises. Ces quinze dernières années, des dizaines de milliers de Malgaches sont parties travailler en tant que domestiques à l'étranger, selon les chiffres de l'Organisation internationale du travail. Aimée Razanajay, employée de maison à Beyrouth, dénonce un trafic entre des agences malgaches et le Liban, où certaines de ses collègues sont réduites en esclavage.

Contrairement à une grande majorité de Malgaches ayant quitté leur pays à cause de la pauvreté ou des conditions de vie difficiles, Aimée Razanajay, qui dirigeait une entreprise matrimoniale, voulait juste voir du pays. En 1998, elle décide de chercher du travail à l'étranger. Une agence de recrutement a tout de suite pris en charge les démarches pour lui obtenir un passeport. «Je n'ai pas demandé quel travail il me proposait et personne ne m'a rien dit. Il n'y a eu aucun débat, aucune explication», déplore Aimée. C'est lors de la signature du contrat, deux mois plus tard, qu'elle apprend qu'elle part le surlendemain pour le Liban, comme domestique.

A son arrivée à Beyrouth, la jeune femme est «choquée». Seule la jeune Philippine qui lui a ouvert la porte lui adresse la parole et fait attention à elle. Ses employeurs ne la maltraitent pas physiquement, ils l'ignorent simplement. Au fil de ses rencontres - la plupart du temps au supermarché lorsqu'elle fait les courses - elle recueille les témoignages de nombreuses domestiques victimes d'abus en tout genre et décide de tout noter dans un carnet. «Je me demandais tous les jours comment je pouvais les aider», confie-t-elle.

«Certaines familles confisquent passeports et carnets d'adresses» : Dans son précieux carnet, les témoignages qu'elle recense se ressemblent. Les employées de maison n'ont généralement pas de jour de congé ni le droit de sortir sans la présence de leur employeur et leurs repas se limitent aux restes. «Certaines familles confisquent leur passeport et leur carnet d'adresses. Elles ne peuvent appeler personne pour se plaindre ou rendre compte de leur situation, même pas leurs proches ou l'ambassade», précise-t-elle. La nuit, «certaines filles dorment dans le couloir». Tout cela pour un salaire d'en moyenne 125 euros par mois, sachant que la famille qui recrute débourse en moyenne 2 500 euros par mois, l'argent finissant dans les caisses des intermédiaires malgaches et libanais. Peu à peu, Aimée, qui se dit «respectée» par ses employeurs, devient la porte-parole de ses collègues exploitées. Son numéro de téléphone circule entre les domestiques au centre commercial ou à l'église. «J'essaie de les aider à faire usage de leurs droits», explique-t-elle tout en déplorant le manque d'action concrète. Et d'ajouter : «Mon rôle est de leur apprendre à être courageuses et à communiquer avec les bons mots». Aimée en oriente certaines vers Caritas, une association qui accueille et héberge les domestiques ayant fui un foyer hostile.

«Les agences de recrutement ne sont pas claires» : Le nombre de Malgaches travaillant au Liban dans des conditions proches de l'esclavage n'est pas connu, mais le phénomène est courant malgré l'interdiction du gouvernement malgache d'envoyer des travailleurs migrants dans certains pays «à risque», dont fait partie le Liban depuis 2011.

Aimée Razanajay accuse les agences de recrutement malgaches, qui entretiennent ce business juteux. «Les agences ne sont pas claires, elles n'expliquent rien, raconte-t-elle. La plupart des filles ne sont pas éduquées, elle ne lisent pas le contrat et considèrent juste le fait de partir loin comme une aubaine.» Elle pointe les problèmes de communication entre employées et patrons. «La plupart des jeunes Malgaches qui se font recruter ainsi ne parlent ni arabe ni anglais et parfois même pas le français. Cela rend encore plus compliquée la relation avec l'employeur.» A une jeune fille réduite en esclavage, son patron a très sérieusement demandé récemment : «Pourquoi voudrais-tu ton salaire ?»

COMMUNIQUÉS

2 - Israël, Palestine, Pour la Paix avant tout ! - MMF France

La MMF France exprime sa grande tristesse mais aussi sa colère face à l'horreur de l'offensive de l'armée israélienne à Gaza avec déjà près de 1500 mort-es palestinien-es, en majorité civil-es, et 66 morts israéliens. (chiffres 1^{er} août)

Parce que nous considérons que les guerres qui se sont jusqu'ici succédées n'ont apporté aucune réponse au conflit Israélo-Palestinien ; qu'elles ne sont qu'un moyen de destruction des infrastructures, des lieux d'habitation, de la vie économique balbutiante, de la vie quotidienne déjà très fragile des populations ; que la population et particulièrement les femmes, n'en peuvent plus des terres confisquées, de l'accès aux soins impossible, de l'éducation des enfants constamment mise en danger... ;

Parce que les femmes et les enfants payent un lourd tribut à la folie meurtrière des belligérants, que la politique d'Israël, depuis de nombreuses années, favorise la montée des intégrismes et fait la part belle au Hamas, un mouvement intégriste religieux avec qui aucune démocratie ne sera possible ;

Parce que nous défendons le droit de chaque peuple à vivre en Paix sur son territoire, à décider de son propre sort, à être souverain ;

- Nous condamnons la guerre, avec toutes les violences qu'elle engendre ; nous défendons le droit de condamner Israël dans le conflit en cours sans se faire taxer d'antisémites par les uns ou de suppôts du Hamas par les autres ;

- Nous condamnons l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par l'armée israélienne et par les colons venu-es de tous les coins du monde ; nous condamnons aussi le blocus dont la population gazaoui est victime.
- Solidaires avec les femmes et les hommes qui luttent pour leur liberté, nous réclamons un cessez le feu immédiat, la reprise des négociations avec l'autorité palestinienne jusqu'à aboutissement, l'arrêt de la colonisation, la fin du blocus de gaza, le retour aux frontières de 67, la construction d'un Etat Palestinien dans un continuum territorial viable. Ce sont les conditions de la paix et de la sécurité, tant pour les peuples israélien que palestinien.
- Nous exigeons que l'ONU joue son rôle d'interposition et fasse appliquer ses résolutions, qu'Israël respecte les lois internationales et que l'impunité dont cet État bénéficie s'arrête.
- Nous exigeons du gouvernement français, qui n'a réagit que par une condamnation simple et une aide humanitaire, certes nécessaire mais politiquement insuffisante, pèse de tout son poids pour la résolution du conflit au lieu de ménager Israël.

Nous sommes solidaires de la campagne BDS (Boycott, désinvestissements, sanctions). Nous demandons en particulier l'arrêt de la coopération militaire avec le gouvernement israélien.

Nous sommes solidaires des femmes et des hommes de Palestine, nous sommes aussi solidaires des femmes et des hommes israéliens qui refusent la politique d'extrême droite de leur gouvernement, qui luttent et résistent pour que justice soit faite au peuple palestinien.

Pour toutes et tous, la paix est le seul avenir envisageable, construisons-là !

3 - Nos voix de Femmes pour la Paix - Femmes Solidaires

Depuis le début du conflit qui a commencé le 8 juillet 2014, on dénombre 7200 blessés à Gaza (au 29 juillet 2014) et 1306 morts dont 229 enfants et 118 femmes. C'est un chiffre très provisoire : de nombreux corps sont encore sous les gravats et n'ont pas été comptabilisés, et le conflit est né cessé de s'intensifier... 170 000 personnes se sont réfugiées dans 82 bâtiments de l'ONU (presque 180 000 aujourd'hui, soit pratiquement 10 % de la population gazaouie) soit 215 000 déplacés en tout selon l'ONU. 22 hôpitaux, cliniques et centres médicaux ont été bombardés et détruits partiellement ou entièrement, 133 écoles ont été bombardées et détruites partiellement ou entièrement

Un massacre en toute impunité : La violence la plus intolérable s'est abattue de façon implacable sur les habitant-es de Gaza. La paix semble une de fois plus compromise, mais l'association Femmes Solidaires veut encore croire qu'elle est possible et qu'elle reste la seule issue envisageable de cette guerre sans merci pour les femmes et les enfants de cette région. L'Etat d'Israël doit se montrer responsable et arrêter le massacre qu'il perpétue sur le peuple palestinien enfermé dans cette prison à ciel ouvert de 360 km² qu'est la bande de Gaza. La crise humanitaire due à la violence actuelle à Gaza touche en premier les femmes et les enfants. Selon l'ONU, 194 000 enfants ont besoin d'un suivi psychologique suite aux bombardements.

Femmes solidaires contre les intégrismes et le colonialisme : Femmes solidaires appelle l'Union européenne et l'ONU à peser de tout leur poids pour rendre sa liberté au peuple palestinien et soulager ses souffrances en stoppant l'offensive terrestre engagée et le blocus de Gaza. Ces instances internationales doivent faire respecter les droits des palestiniens, notamment par l'application effective des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Faute de quoi, en plongeant les habitants de Gaza dans la misère, elles participeront une fois de plus à la montée du pouvoir des forces extrémistes religieuses les plus radicales, dont le pouvoir grandissant ne peut amener cette paix propice à l'établissement d'un Etat palestinien démocratique et, nous l'espérons, laïc. Le Hamas, mouvement religieux, extrémiste et liberticide est particulièrement préjudiciable pour la liberté des femmes. Sa mainmise sur Gaza est un danger pour le peuple palestinien plus que pour Israël, car il sert aujourd'hui de caution à la politique coloniale du gouvernement israélien. Seules la démocratie et la liberté pour le peuple palestinien peuvent réduire son influence dans la

réigion. Car la liberté appelle la liberté.

La voix des pacifistes : Que les pacifistes fassent entendre leur voix pour exiger de chaque côté l'arrêt des violences, la reconnaissance mutuelle de l'existence prochaine des deux Etats. Nous condamnons les agissements antisémites de ceux qui en France instrumentalisent depuis des mois le combat du peuple palestinien. Les amis de la Palestine sont ceux qui promotionnent la paix et non la haine des communautés. Cette guerre n'est pas une guerre de religions mais une guerre de pouvoir et de domination des territoires et donc des peuples. Nous voulons croire qu'à Gaza et à Tel-Aviv des femmes, des hommes croient encore à une paix juste et durable.

La paix ne naît pas de la violence et de la haine mais du dialogue. Femmes solidaires appelle à l'arrêt de l'offensive israélienne sur les civil-es palestien-nés et à la reprise des négociations avec la présidence de l'Autorité palestinienne.

TEXTES

4 - IVG. Des sénateurs protestent contre la clause de détresse : consternant et dangereux - Osez le Féminisme !

Le jeudi 24 juillet, 92 sénateurs UMP ont saisi le Conseil Constitutionnel, au sujet de l'article 24 supprimant la mention «situation de détresse» des conditions d'accès à l'IVG pour les femmes ne voulant pas poursuivre une grossesse. Alors que dans de nombreux pays les femmes qui avortent continuent d'être considérées comme des criminelles, alors que beaucoup d'entre elles décèdent des suites d'un avortement clandestin, alors que l'Espagne revient sur ce droit fondamental, il est intolérable que des élu-es de la République osent saisir le Conseil Constitutionnel sur de tels motifs. Messieurs les présidents de l'UMP, Nous vous écrivons pour vous faire part de notre consternation et de notre inquiétude suite à la saisine du Conseil constitutionnel par 91 sénatrices et sénateurs de votre parti, qui s'élèvent contre la suppression de la clause de détresse lors de l'accès à l'IVG, dans la loi sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Nous sommes consternées : cet article de loi vise à adapter la loi Veil, qui date de 1975, à la réalité de 2014.

Une femme n'a pas à se justifier auprès de qui que ce soit La "clause de détresse" est obsolète : il s'agissait à l'époque de rassurer les franges de la population hostiles à la dépénalisation de l'IVG. Supprimer cette clause revient à reconnaître officiellement la souveraineté des femmes dans les choix qui concernent la maîtrise de leur fécondité.

Il s'agit de reconnaître le droit fondamental pour les femmes de choisir si et quand avoir un enfant. Une femme n'a pas à se justifier auprès de qui que ce soit, et ce droit ne peut être entravé. Est-ce donc cela qui perturbe ces 91 parlementaires ? Le fait que les femmes soient maîtresses de leur utérus, et par là même de leur vie et de leur avenir ?

Peut-on raisonnablement accepter l'idée qu'une femme soit dans l'obligation de poursuivre une grossesse à terme alors qu'elle ne le désire pas, simplement pour se conformer à une loi votée par quelques-uns ?

Le "respect de la vie" plutôt que la vie des femmes : Nous sommes également inquiètes. Le droit à l'avortement sûr et gratuit est loin d'être majoritaire à l'échelle mondiale : certains pays à nos frontières tels que l'Espagne, sont en train de priver les femmes de ce droit à disposer de leur corps. Or la libéralisation de l'IVG ou son interdiction n'influent nullement sur le nombre d'IVG pratiquées : seulement sur sa dangerosité. C'est ainsi que, du fait de son interdiction, 47.000 femmes meurent chaque année des suites d'un avortement illégal.

Le texte de la saisine est sans ambiguïté. Il évoque le "respect de la vie" à venir, au détriment donc de la vie des femmes, de leur intégrité physique et de leur dignité. Il remet en cause la loi Veil dans son ensemble, qui ne serait pas un "monument intangible".

Nous attendons des réponses de votre part. Écrire de pareilles énormités, c'est prendre une position très claire en faveur des anti-choix, c'est rejoindre le camp des opposant-es aux droits des femmes. Ces parlementaires semblent regretter le temps où, en France, des femmes et des jeunes filles mouraient dans d'atroces souffrances des suites d'un avortement clandestin.

Nous vous le demandons donc : quelle est la position de l'UMP sur l'IVG ? Approuvez-vous et soutenez-vous l'initiative des 91 parlementaires ? Nous attendons des réponses de votre part, sur ce sujet essentiel pour la vie de millions de femmes. Nous vous prions d'agréer, Messieurs les présidents de l'UMP, l'expression de nos salutations.

Pauline Arrighi, Anne-Cécile Mailfert, Claire Serre-Combe, porte-paroles d'Osez le féminisme !

5 - Loi sur l'égalité femmes- hommes : le Conseil Constitutionnel a tranché - Libres MarianneS, Ligue du Droit International des Femmes, Coordination Française pour Lobby Européen Des Femmes (CLEF)

Après le vote par les deux Assemblées de la loi sur l'égalité réelle femmes-hommes dont nous avions salué la portée, c'est le Conseil Constitutionnel qui vient de valider cette loi dans son intégralité.

Nous nous réjouissons tout particulièrement que soient ainsi confirmées :

- l'affirmation, dès l'article premier, que le renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel est indissociable de la promotion de l'égalité femmes-hommes.
- La reconnaissance que le droit des femmes à disposer librement de leur corps et à maîtriser leur fécondité est une condition impérieuse de cette égalité.

Nous saluons la décision du Conseil Constitutionnel qui a rejeté la saisine réactionnaire de 92 sénateurs pour remettre en cause l'article 24 de la loi supprimant la condition restrictive de « situation de détresse » pour l'accès à l'IVG, en arguant d'une atteinte « *au principe du respect de l'être humain dès le commencement de sa vie* ».

Les Sages ont confirmé la constitutionnalité et la légitimité de cet article dans sa rédaction votée par les deux assemblées que « *la femme enceinte qui ne veut pas poursuivre une grossesse peut en demander l'interruption à un médecin* ».

Dans un contexte international, notamment européen, de régression en matière de droits des femmes, la France s'honneure de poser l'IVG comme un droit fondamental imprescriptible.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

6 - Université ATAC - Débats Femmes - Paris - 19 au 23 août

Mercredi 09h30-12h00, Salle : 277F : Offensive idéologique de l'extrême droite et de la droite traditionnelle et place des femmes dans la société : On assiste en Europe à la montée de différents courants d'extrême droite qui espèrent rallier des courants de la droite traditionnelle à leur combat sur des valeurs idéologiques. Ils se présentent comme « modernes » mais les comportements xénophobes et la vision traditionnelle des rôles attribués aux femmes sont des pièces maîtresses de leur logiciel. Cet atelier propose de discuter des moyens pour combattre cette offensive idéologique et défendre les droits des femmes.

Interventions de : Luz Mora (VISA) ; Sandra Rigoni (Attac France) ; Andre Dechaux (LDH) ; Judite Fernandes (MMF Portugal)

Jeudi 09h30-12h00 Salle 238C : Impact des politiques d'austérité en Europe sur les femmes et alternatives : L'atelier porte sur la situation en Europe et son impact sur la situation des femmes. Six ans après le début de la crise, l'Europe n'est pas sortie d'affaires. Sur le plan économique, la situation de précarité croissante et de chômage, particulièrement des jeunes et des femmes montre l'impasse des politiques d'austérité appliquées à travers l'Europe et leur incapacité à nous

sortir de la crise. Les politiques d'austérité appliquées ont un impact différent sur les hommes et les femmes. Nous proposons dans cet atelier de discuter de nos analyses de la crise, de la situation des femmes en Europe et des alternatives qui pourraient être mise en œuvre.

Interventions de : Elisabeth Klasner (Attac Autriche) ; Judite Fernandes (MMF Portugal) ; Catherine Bloch-London (Attac france) ; Marie Moran and Niamh (Attac Irlande)

Université d'été d'Attac : *Inscriptions et infos pratiques* : <http://www.esu2014.org/>

7 - Colloque de la Cadac : « Luttes et réflexions féministes pour faire avancer la société » - Paris - 27 septembre

La Cadac, dans la continuité de ses réflexions sur le droit des femmes à disposer de leur corps, dans le monde contemporain qui est le nôtre, programme un troisième colloque en 2014. Les deux premiers avaient travaillé sur « Une conquête inachevée : le droit des femmes à disposer de leur corps », en février 2007, où la question du droit à l'avortement était centrale, et en décembre 2009 sur « La santé des femmes face aux inégalités de genre ». Nous souhaitons inscrire ce colloque dans une réflexion plus globale, dans un contexte économique et social dominé par le néolibéralisme et la persistance du patriarcat. La crise économique et politique actuelle renvoie à la marge toutes les luttes contre les inégalités. Les thèmes de réflexion de 2014 sont ambitieux et provocateurs : Comment les luttes pour les maternités et les CIVG répondant aux besoins des femmes participent à une réflexion sur l'importance de la santé et de la place du soin dans notre société ; pratique, réappropriation de notre corps et transmission : sexualité, contraception, avortement, toujours à conquérir ; Mouvement homosexuel et mouvement féministe : histoire commune et contradictions ; marginalisation des mouvements féministes dans les luttes sociales et politiques alors que la remise en question du patriarcat garde toute sa capacité de subversion....

S'inscrire jusqu'au 20 septembre auprès de colcadac@club-internet.fr.

27 septembre, 9h - 18h, Auditorium, Hotel de Ville 3 rue lobau - 7514 Paris

LIVRES, CINÉMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION...

8 - Livres : Femmes, travail, métiers de l'enseignement, rapport de genre, rapport de classe » - Travail collectif

Ce livre organise la rencontre de deux mondes, l'école et le travail, qui sont autant des lieux d'émancipation que des lieux ambivalents sur le sexe et les inégalités de genre. Nombre de pratiques défavorables aux femmes s'y perpétuent malgré tout, consciemment ou non. A l'école et au travail, les femmes ont encore une légitimité à conquérir car les contraintes spécifiques qui pèsent sur elles révèlent une division du travail inégalitaire.

Le livre constitue un plaidoyer en faveur des regards critiques du militantisme et de la recherche, tous deux présentés comme nécessaires pour aider les femmes à identifier les contraintes et les possibilités d'autonomie.

Ont contribué à cet ouvrage : Arnaud Alessandrin, Clément Arambourou, Céline Avenel, Sylvie Ayral, Marlaine Cacouault-Bitaud, Jocelyne Clark, Josette Costes, Christine Fontanini, Laetitia Franquet, Elisabeth Gauthier, Yveline Jaboin, Lilian Halls-Frendh, Virginie Houadec, Dominique Jobard, Annie Léchenet, Véronique Lizan-Esquerré, Nicole Lucas, Gaëlle Pasquier, Véronique Perry, Roland Pfefferkorn, Ghislaine Richard, Jean-Louis Sagot-Duvaujoux, Nicolas Sembel et Vincent Taconet.

378 pages - 25 euros, collection « Genre à lire... et à penser » - Presse universitaire de Rouen et du Havre

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;
Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://www.mmf-France>